



ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG

Service des ponts et chaussées
Rue des Chanoines 17, 1701 Fribourg

Au Conseil communal de Vuadens
Administration communale
Place de la Gare 20
Case postale 12
1628 Vuadens

Service des ponts et chaussées SPC
Tiefbauamt TBA

Section projets routiers
Sektion Strassenprojekte

Rue des Chanoines 17, 1701 Fribourg

T +41 26 305 36 44, F +41 26 305 36 51
www.fr.ch/spc

Réf : -

Imputation :-

Affaire traitée par : Thierry Berset

T direct : +41 26 305 36 65

Courriel : thierry.berset@fr.ch

Fribourg, le 13.03.2019

Préavis de synthèse

Axe / PR :	Axe 1000 Châtel-St-Denis – Bulle - Montbovon
Commune :	Vuadens
Objet :	Réaménagement du centre du village - VALTRALOC
Phase :	Examen préalable
Préavis :	DEFAVORABLE
Emoluments :	CHF 150.-

Conditions générales.

- > *Les signatures seront conformes au document 600f « Directive de signatures des documents du dossier de mise à l'enquête publique et d'approbation pour routes communales et cantonales » disponible sur le site internet du SPC.*
- > *Une fois l'enquête publique terminée, les oppositions éventuelles seront traitées par le Service des Ponts et chaussées (SPC) puis le dossier définitif sera transmis pour approbation à la Direction de l'aménagement de l'environnement et des constructions (DAEC), en 3 exemplaires.*
- > *Les demandes de décision ou d'autorisation concernant la signalisation feront l'objet d'une procédure séparée, coordonnée à la demande d'approbation.*

Préavis des services et instances

Le résultat des préavis émis par les Sections et secteurs du SPC est présenté ci-après :

Service des ponts et chaussées (SPC)

Section projets routiers (PRo)

Secteur études routières

Préavis : **FAVORABLE avec conditions**

Secteur signalisation

Préavis : **FAVORABLE avec conditions**

Bureau VALTRALOC

Préavis : **DEFAVORABLE**

La motivation du préavis suivra.

Section entretien des routes (ERo)

Arrondissement 1

Préavis : **FAVORABLE avec conditions**

Section administration (Adm)

Secteur acquisitions

Préavis : **FAVORABLE avec conditions**

Le résultat des préavis des autres services et instances consultés est présenté ci-dessous

Direction de l'aménagement, de l'environnement et des constructions (DAEC)

Coordinatrice des agglomérations

Préavis : **FAVORABLE avec conditions**

Service de la mobilité (SMo)

Préavis : **DEFAVORABLE**

Service de l'environnement (SEn)

Préavis : **FAVORABLE** avec conditions

Service archéologique de l'Etat de Fribourg (SAEF)

Préavis : **FAVORABLE** avec conditions

Service des constructions et de l'aménagement (SeCA)

Préavis : **FAVORABLE**

Commission d'accessibilité (SeCA)

Préavis : **DEFAVORABLE**

Transports Publics Fribourg (TPF)

Préavis : **FAVORABLE** avec conditions



Denis Wéry
Chef de section



Thierry Berset
Chef de projet

Annexe(s)

—
Préavis Service des ponts et chaussées, Secteur études routières (Pro)
Préavis Service des ponts et chaussées, Secteur signalisation
Préavis Service des ponts et chaussées Section entretien des routes (ERo)
Préavis Service des ponts et chaussées, Section administration, Secteur acquisitions
Préavis Direction de l'aménagement, de l'environnement et des constructions (DAEC) Coordinatrice des agglomérations
Préavis Service de la mobilité
Service de l'environnement
Préavis Service des constructions et de l'aménagement
Préavis de la Commission d'accessibilité
Préavis du Service archéologique de l'Etat de Fribourg
Préavis des Transports Publics Fribourgeois

Copie(s)

—
CSD INGENIEURS SA, Mme Mélissa Marti, Ch. des Mosseires 63, Case Postale 343, 1630 Bulle



ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG

Service des ponts et chaussées
Rue des Chanoines 17, 1701 Fribourg

Service des ponts et chaussées
Céans

Service des ponts et chaussées SPC
Tiefbauamt TBA

Section projets routiers
Sektion Strassenprojekte

Rue des Chanoines 17, 1701 Fribourg

T +41 26 305 36 44, F +41 26 305 36 51
www.fr.ch/spc

938F du 2.03.2015

Préavis de la Section projets routiers (PRo)

Dossier SMO n° : -

Date entrée : 20 septembre 2018

Date sortie : 2 octobre 2018

Requérant : SPC Section projets routiers

Commune : Vuadens

Objet : Réaménagement du centre du village - VALTRALOC

Emoluments : CHF 0.-

Secteur Etudes routières

Personne de contact : **Berset Thierry**, tél. 026 305 36 65

Le préavis du secteur études routières est donné sous l'angle des questions suivantes :

- > Y a-t-il un projet routier en développement dans le secteur ? oui
- > Avons-nous connaissance de modifications futures dans le secteur ? oui

Préavis FAVORABLE avec conditions

Un projet d'assainissement du bruit routier est à l'étude. Ce projet devra tenir compte des délais et contraintes des mesures constructives, à savoir la pose d'un revêtement phono-absorbant, la construction d'éventuelles parois anti-bruit dans ce secteur.

Les accès latéraux seront soigneusement étudiés, la végétation masquant les distances de visibilité devra être supprimée ou adaptée.

Le devis et la répartition des coûts n'a pas été discutée avec le SPC. Une convention y relative devra être acceptée et signée entre la Commune et le Canton avant l'approbation des plans.

Thierry Berset
Chef de projets



ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG

Service des ponts et chaussées
Rue des Chanoines 17, 1701 Fribourg

Section projets routiers
M. Thierry Berset
Céans

Service des ponts et chaussées SPC
Tiefbauamt TBA

Section projets routiers
Sektion Strassenprojekte

Rue des Chanoines 17, 1701 Fribourg

T +41 26 305 36 44, F +41 26 305 36 51
www.fr.ch/spc

Réf :
Imputation : SPCH-SU- 5700001-1202-02
Affaire traitée par : Christophe Rouiller
T direct : +41 26 305 37 09
Courriel : christophe.rouiller@fr.ch

Fribourg, le 1^{er} octobre 2018

Préavis du Secteur Signalisation

Commune :	Vuadens
Objet :	Réaménagement du centre du village - VALTRALOC
Phase :	Examen préalable
Préavis :	FAVORABLE avec conditions
Emoluments :	CHF 0.-

Conditions :

- > La signalisation existante OSR n° 1.22 « Passage pour piétons » sera supprimée. Cette signalisation n'est autorisée qu'hors localité.

Remarques :

- > Aucune

Un nouveau plan de signalisation et marquage revu et corrigé en fonction de la remarque précitée nous sera remis, en 2 exemplaires signés par la commune, pour autorisation. L'autorisation devra se faire simultanément avec l'approbation du projet.



Alain Broye
Concept général



Christophe Rouiller
Collaborateur technique



ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG

Service des ponts et chaussées
Rue des Chanoines 17, 1701 Fribourg

Section Pro
Secteur études routières
Monsieur Thierry Berset
Céans

Service des ponts et chaussées SPC
Tiefbauamt TBA

Section Entretien des routes
Sektion Strassenunterhalt

Choisissez un élément.
Choisissez un élément.

T +41 26 305 36 44, F +41 26 305 36 51
www.fr.ch/spc

938b-F du 18.02.2014

Préavis de la Section entretien des routes (ERo)

Date entrée : 19 août 2018
Date sortie : 24 septembre 2018
Requérant : Commune de Vuadens
Commune : Vuadens
Objet : Vuadens, réaménagement du centre du village VALTRALOC

Arrondissement 1

Préavis FAVORABLE avec conditions

Situation :

- PR 46 à 47 AC MR 8 au lieu de phono absorbant. Idem PR 50 à 53.
- PR 27 à 28 et PR 31 à 33, mettre 5 m d' AC MR8 de part et d'autre de l'élévation.

Profils en travers :

- Entre les profils 51 et 54, la chaussée doit avoir une largeur de 6,30 m car le mur sera au ras de la route. Autrement il faudra reculer le mur selon la loi sur les routes (1,65 m).
- Ajouter SVP un profil en travers N° 65 pour la porte d'entrée Est. Egalement un profil type.

Profil en long :

- PR 12 à 20. 0,5 % de pente. Attention à la pente longitudinale. Ajouter des chambres intermédiaires afin d'éviter des flaques d'eau à futur. A charge du SPC.
- PR 9 à 12. Idem.
- PR 20 à 23. Idem.
- PR 28 à 32. Idem.

Canalisations :

- PR 5 à 10 et PR 32 à 51, la conduite d'eau devra se situer en dehors de la future chaussée (trottoirs ou accotements)
- Les grilles d'écoulement seront du type Von Roll 2932 / 2939 ou BGS ALTO AL640S02 / AL640S05.
- Les regards diam 60 dans le trottoir seront D 400 et du type Von Roll NIVROLL 2632 ou BGS NIVO N180
- Les profils types des chambres doivent être joints au dossier.

Profils types :

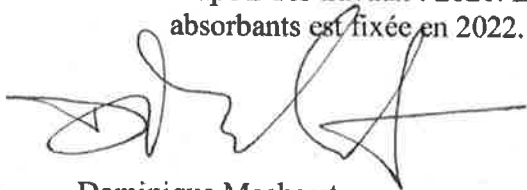
- Détail 1. Par expérience, les bordures biaises doivent être en granit. Le préciser SVP.
- Ajouter un profil type au profil 15 pour le décrochement en profil en long du trottoir.

Plantations :

- Les essences d'arbres doivent être choisies afin que les futures branches n'empiètent pas sur la chaussée.

Rapport technique :

- **ATTENTION !!** Les travaux de traversée de localité sont situés sur l'itinéraire de délestage de l'A12. Une voie devra toujours être libre et les tronçons de travaux ne devront pas dépasser 150 mètres. Le programme des travaux doit être étudié en collaboration avec la police cantonale.
- **Etape 2 des travaux : 2021.** La limite pour les demandes de subventions des phono absorbants est fixée en 2022. Attention de ne pas rater le train.



Dominique Macheret
Contrôleur des routes

Annexe(s)

—
Conditions générales SPC (938a-F/D)



ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG

Service des ponts et chaussées SPC
Tiefbauamt TBA

Rue des Chanoines 17, 1701 Fribourg

T +41 26 305 36 44, F +41 26 305 36 51
www.fr.ch/spc

Fribourg, 16 mai 2018
Freiburg, 16. Mai 2018

Document/Dokument 938a F/D

Conditions générales SPC pour permis de construire **Allgemeine Bedingungen des TBA für Baubewilligungen**

1. Le projet soumis au présent permis de construire doit être conforme à la loi sur les routes (LR) du 15 décembre 1967 et de son règlement d'exécution (RELR) du 7 décembre 1992.
2. Le raccordement de l'accès à une route publique sera délimité ou matérialisé par un pavé de bord de chaussée.
3. Les aménagements extérieurs des parcelles bordant la route devront être disposés de façon à ce que le champ de visibilité soit libre de tout obstacle de nature à masquer un véhicule à moteur ou un deux-roues léger.
4. Les murs et clôtures ne peuvent être construits, rétablis ou exhausés à moins de 1,65 m du bord de la chaussée le long des routes publiques. Cette distance peut être augmentée par voie de règlement communal.
5. La hauteur maximale des murs et clôtures implantés à 1,65 m de la chaussée est de 1 m dès le niveau du bord de chaussée correspondant. Au-delà de cette distance de 1,65 m, une hauteur supérieure est admise pour autant qu'elle ne constitue pas un obstacle pour la visibilité des usagers.
6. Sur les tronçons rectilignes, les branches des haies vives doivent être distantes d'au moins 1,65 m du bord de la chaussée le long des routes publiques. Elles doivent être taillées chaque année, avant le 1er novembre. Elles ne doivent pas s'élever à plus de 90 cm au-dessus du niveau de la chaussée. Dans les courbes et à leur approche, les plantations sont interdites à l'intérieur des limites de construction lorsqu'elles constituent un obstacle pour la visibilité des usagers.
7. Aucun arbre ne peut être planté à moins de 5 m du bord d'une route publique.
8. Au cas où le bornage du domaine public serait couvert ou mis à mal par les travaux du requérant, il devra être rétabli à ses frais par un géomètre officiel.
9. Requérant et locataire ne pourront arguer d'inconvénients dus à la proximité de la route publique dont ils connaissent la présence pour requérir de l'autorité des mesures d'adaptation, de protection ou des indemnités.
10. Tous travaux sur le domaine public ou occupation du domaine public (accès, dépôt, raccordement canalisations) doivent faire l'objet d'une demande d'autorisation d'utilisation, à adresser par le requérant au contrôleur des routes de l'arrondissement concerné. L'autorisation d'utilisation du domaine public est soumise au paiement de taxes et redevances selon l'ordonnance du 2 mars 2010 y relative (750.16).
11. Au cas où des dégâts liés aux travaux du requérant seraient constatés sur le domaine public, la remise en état des lieux serait intégralement à sa charge.
Conditions particulières :
Revêtements phonoabsorbants
 - Toute intervention ultérieure d'un tiers sur un de ses ouvrages autorisé (conduite d'eau, canalisation, câble, tube, chambre, etc.) et situé dans une route cantonale pourvue d'un revêtement phonoabsorbant nécessitera à l'endroit de l'intervention une remise en état de la chaussée avec la pose d'un revêtement phonoabsorbant de même type.
 - La procédure de remise en état est la suivante :
Deux ans après les travaux, la fouille qui s'est « naturellement » affaissée est comblée et le revêtement phonoabsorbant est posé. En fonction de l'âge du revêtement phonoabsorbant existant de la chaussée et de l'emplacement « idéal » des joints, la longueur d'intervention est décidée par le Service des ponts et chaussées. Pour donner un ordre de grandeur, la mise en place d'un revêtement phonoabsorbant (rabotage et repose d'un revêtement phonoabsorbant à la finisseuse (pas possible à la main) y c. installation de chantier et gestion de la circulation) d'un tronçon de 50 m d'une route de 7 m de large est estimée entre 20 000 et 30 000 francs.
 - Tous les frais de remise en état décrite ci-dessus sont à la charge du tiers.
12. Les eaux des surfaces aménagées ne doivent pas s'écouler sur la voie publique. Elles seront récoltées et évacuées à la canalisation d'évacuation de l'immeuble et reliées au réseau des eaux communales.
13. Le raccordement à la canalisation de la route cantonale n'est autorisé qu'à titre exceptionnel – et sous conditions strictes – et sera soumis à une autorisation.

Deutscher Text auf der Rückseite

1. Das Projekt, das dem Baubewilligungsverfahren unterstellt ist, muss dem Strassengesetz vom 15. Dezember 1967 (StrG) und seinem Ausführungsreglement vom 7. Dezember 1992 (ARStrG) entsprechen.
2. Der Anschluss der Zufahrt zu einer öffentlichen Strasse wird durch einen Abschlussstein begrenzt oder gekennzeichnet.
3. Die Aussenanlagen der Grundstücke, die an die Strasse angrenzen, müssen so angelegt sein, dass das Sichtfeld von jeglichem Hindernis, das ein Motorfahrzeug oder ein leichtes Zweirad verdecken könnte, frei bleibt.
4. Mauern und Einfriedungen dürfen nur in einem Abstand von mindestens 1,65 m vom Fahrbahnrand der öffentlichen Strassen erstellt, wiederhergestellt oder erhöht werden. Dieser Abstand kann durch das Gemeindereglement erhöht werden.
5. In einem Abstand von 1,65 m von der Fahrbahn beträgt die Höhe der Mauern und Einfriedungen ab der entsprechenden Höhe des Fahrbahnrandes höchstens 1 m. Über diesen Abstand von 1,65 m hinaus ist eine grössere Höhe erlaubt, sofern sie die Sicht der Benutzer nicht behindert.
6. Auf geraden Strecken müssen die Zweige der Lebhäge entlang der öffentlichen Strassen einen Abstand von mindestens 1,65 m vom Strassenrand aufweisen. Sie müssen jedes Jahr vor dem 1. November geschnitten werden. Sie dürfen die Höhe der Fahrbahn nicht mehr als 0,90 m überragen. In den Kurven und in deren Anfahrt sind Bepflanzungen innerhalb der Baugrenzen untersagt, wenn sie die Sicht der Benutzer behindern.
7. Entlang einer öffentlichen Strasse darf bis zu 5 m vom Strassenrand kein Baum gepflanzt werden.
8. Falls die Grenzzeichen des öffentlichen Grunds durch die Arbeiten des Gesuchstellers verdeckt oder beschädigt werden, müssen sie auf Kosten des Gesuchstellers durch einen amtlichen Geometer wiederhergestellt werden.
9. Gesuchsteller und Mieter können von der Behörde weder Anpassungen, Schutzmassnahmen noch Abgeltungen verlangen für Nachteile, die Ihnen aus der Nähe zu einer öffentlichen Strasse, deren Existenz bekannt war, erwachsen.
10. Arbeiten auf dem öffentlichen Grund und dessen Besitznahme (Zufahrt, Ablagerung, Kanalisationsanschluss) sind bewilligungspflichtig. Das entsprechende Gesuch für die Benützung der öffentlichen Sachen ist vorgängig vom Gesuchsteller beim Strassenkontrolleur des betroffenen Kreises einzureichen. Die Bewilligung wird gemäss der Verordnung „Gebühren und Abgaben für die Benützung der öffentlichen Sachen“ (750.16 vom 2. März 2010) verrechnet.
11. Bei Schäden auf dem öffentlichen Grund, die auf die Bauarbeiten des Gesuchstellers zurückzuführen sind, ist die Wiederherstellung des Ortes vollständig vom Gesuchsteller zu tragen.
Besondere Bedingungen:
Lärmmarme Strassenbeläge:
 - Nach einem Eingriff durch einen Dritten in die Wasserleitungen, Kanalisationen, Kabelschächte, Kammern und anderen Einrichtungen unter einer Kantonsstrasse mit einem lärmmarmen Strassenbelag muss der Belag in seinem ursprünglichen Zustand wiederhergestellt werden. Mit anderen Worten, es ist wieder ein lärmmarmer Strassenbelag desselben Typs einzubauen.
 - Konkret erfolgt die Wiederinstandsetzung wie folgt:
Zwei Jahre nach den Arbeiten wird die Baugrube, die sich auf «natürliche Weise» gesenkt hat, gefüllt und der lärmmarme Strassenbelag wird eingebaut. Das Tiefbauamt bestimmt die Länge des betroffenen Strassenabschnitts in Abhängigkeit vom Alter des bestehenden lärmmarmen Strassenbelags und vom idealen Ort für die Fahrbahnübergänge. Für den Einbau eines lärmmarmen Strassenbelags (Fräsen des alten und Einbau des neuen Belags) mit einem Fertiger (dies kann nicht von Hand gemacht werden) einschliesslich Baustelleneinrichtung und Verkehrsleitung für einen 50 m langen und 7 m breiten Strassenabschnitt ist mit Kosten von etwa 20 000 bis 30 000 Franken zu rechnen.
 - Sämtliche weiter oben erwähnten Instandstellungskosten werden vom Dritten getragen.
12. Das Oberflächenabwasser des Grundstücks darf nicht auf die Strasse fliessen. Es muss deshalb gesammelt und über die Einrichtungen der Liegenschaftsentwässerung in die kommunale Abwasserleitungen geleitet werden.
13. Der Anschluss an die Kanalisation der Kantonsstrasse ist bewilligungspflichtig. Diese Bewilligung wird nur in Ausnahmefällen und unter strengen Auflagen erteilt.


André Magnin
Ingénieur cantonal/Kantonsingenieur



ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG

Service des ponts et chaussées SPC
Tiefbauamt TBA

Rue des Chanoines 17, 1701 Fribourg

T +41 26 305 36 44, F +41 26 305 36 51
www.fr.ch/spc

Fribourg, le 17 octobre 2018

Examen préalable – Préavis favorable avec conditions du secteur acquisitions
Section projets routiers (PRo), M. Thierry Berset, chef de projets

Route cantonale Châtel-St-Denis – Bulle – Montbovon, axe 1000, PR 1700 – 1775
Commune de Vuadens
Réaménagement du centre village – VALTRALOC (PCRC 36-375)

Cher Collègue,

Concernant le dossier cité en marge, voici les remarques du secteur acquisitions :

En général

Avant le début des travaux, la Commune traitera les emprises de terrain nécessaires avec les propriétaires touchés par convention, dont une copie sera remise au SPC. A défaut d'accord, elle procédera par voie d'expropriation.

A la fin des travaux, la Commune mandatera un bureau de géomètre officiel pour le piquetage et l'abornement. Elle organisera une vision locale à laquelle participeront le responsable du secteur acquisitions du SPC et/ou le Contrôleur des routes. Avant la signature du verbal, le géomètre officiel transmettra au responsable du secteur acquisitions du SPC les documents pour vérification.

La mise à disposition du domaine public cantonal fera l'objet d'une « convention éditilaire » entre la Commune et le SPC. Celle-ci sera établie par le SPC sur la base d'un plan spécial (plan de répartition des surfaces) qui sera élaboré par le géomètre officiel suivant les directives du SPC.

Tous les frais d'acquisition, de bornage et d'établissement/mise à jour de plans (y compris plan spécial) sont à la charge de la Commune.

Plan Situation – Emprises et rapport technique

- > A l'art. 1016, le propriétaire est la *Commune de Vuadens* et la surface selon la mensuration officielle est uniquement de 11 m². Partant, les indications fausses qui figurent au plan d'emprises ainsi que dans le rapport technique devront être corrigées en conséquence.

Le solde de l'emprise prévue de 9 m² (20 m² moins 11 m²) se situe sur l'art. 12, propriété de MM. Hubert Henri, Jean Claude et Vincent Genilloud. Les indications fausses qui figurent au plan d'emprises ainsi que dans le rapport technique devront être corrigées en conséquence.

A toute fin utile, un plan de situation, le tableau des emprises du rapport technique et les extraits intecapi des art. 12 et 1016 sont annexés au présent préavis.

- > Des travaux sont prévus également sur le bien-fonds n° 10. A la fin des travaux, le trottoir et la chaussée prévus devront aussi être intégrés au domaine public cantonal des routes. Dès lors, une

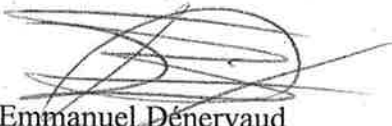
emprise de terrain sur cette parcelle sera nécessaire, même s'il s'agit d'une propriété privée de la Commune de Vuadens (ce qui n'est pas le cas de l'emprise sur l'art. 1407 entre domaines publics ; cf. extrait intercapit de l'art. 10 annexé).

- > Notamment aux art. 5 et 575, il faut vérifier s'il n'y a pas tout de même besoin d'emprises de terrain définitives et/ou provisoires pour la réalisation des travaux.
- > Dans la mesure du possible, les limites des domaines publics cantonaux et communaux devront également figurer sur le plan des emprises.
- > Pour le surplus, nous nous référons au préavis émis par nos collègues de la Section projets routiers.

Partant, le secteur acquisitions donne un préavis favorable avec les conditions précitées.

Je reste bien entendu à disposition si nécessaire.

Avec mes meilleures salutations.



Emmanuel Dénervaud
Chef du secteur acquisitions

Annexe

—
Ment.



ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG

**Service des ponts et
chaussées SPC**
Tiefbauamt TBA

Légende


Numéros d'immeubles en
vigueur

(No de DDP en vigueur)


No de biens-fonds en vigueur

Immeubles en vigueur

 Biens-fonds en vigueur

 DDP en vigueur

Points de repère (PR)

 Axes de maintenance

Limite cantonale



REMARQUE:

Les surfaces d'emprise sont approximatives.

Elles seront déterminées de manière définitive en fin de travaux, après réabornement.

N°	PARCELLE N° (selon RF)	PROPRIETAIRES	SURFACES TOTALES EN m² (selon RF)	EMPRISES DEFINITIVES EN m²	SURFACES TOTALES FUTURE EN m²
01	8	Paroisse catholique romaine de Vuadens	455	13	442
02	3	Commune de Vuadens	608	15	593
03	1016 12	Genilloud Hubert Henri Genilloud Jean Claude Genilloud Vincent	1950	20 5	1930 1941
04	554	Menoud Phillippe	348	5	343
05	935	Vionnet Phillippe	1992	18	1974
06	61	Currat Jean-Luc Michel	1259	18	1241
07	51	Vionnet Pierre-Alain	1524	39	1485
08	1016	Commune de Vuadens	11	11	0
09	10	Commune de Vuadens	5474	?	?



ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG

Registre foncier de la Gruyère RFG
Grundbuchamt des Grejerzbezirks GBGr

Données « Intercapi » Bien-fonds Vuadens / 1016

Cet extrait n'a aucun effet juridiquement valable !

Etat descriptif de l'immeuble

Commune politique	2160.FR216011 Vuadens
Tenue du registre foncier	fédérale
Numéro d'immeuble	1016
Forme de registre foncier	fédérale
E-GRID	CH 31013 38577 34
Surface	11 m ² , Mensuration fédérale
Mutation	03.09.1991 011-V 21826 14.10.2015 011-2015/5269/0
Numéro(s) plan(s):	1
Part de surface grevée	
Désignation de la situation	Route Principale
Couverture du sol	Place (revêtue), 0 m ²
Bâtiments/Constructions	Aucun(e)
Mention de la mensuration officielle	
Observation	
Immeubles dépendants	Aucun(e)

Propriété

Propriété individuelle

Commune de Vuadens, Vuadens,

03.09.1991 011-V 21826 Verbal

Mentions (Uniquement mentions publiques selon l'Art. 26 al. 1 c de l'Ordonnance sur le registre foncier)

Aucun(e)

Servitudes

Aucun(e)

Charges foncières

Aucun(e)

Annotations

(Droit de profiter des cases libres, voir droits de gage immobilier)

Selon le registre foncier

Droits de gage immobilier

Selon le registre foncier

Affaires en suspens

Affaires du géomètre jusqu'au 15.10.2018 Aucun(e)

Affaires du registre foncier jusqu'au 14.10.2018 Aucun(e)

Explications :

1. Rubriques "Mentions", "Servitudes", "Charges foncières", "Annotations", "Droits de gage immobiliers": la colonne de gauche contient la date et la pièce justificative de l'inscription sur l'immeuble (rang); la colonne de droite contient la date et la pièce justificative d'une inscription complémentaire.
2. Rubriques "Mentions", "Servitudes", "Charges foncières", "Annotations": C=charge; D=droit; CD=charge/droit; DI=droit sans contre-écriture ou sans contre-écriture complète au fonds servant.
3. ID = numéro d'identification, R = radiation d'un droit

Cet extrait a été imprimé le 16.10.2018 avec les options suivantes:

Données historiques:	Non affiché
Numéro de radiation:	Non affiché
Structure détaillée de la propriété:	Non affiché
ID des autres droits:	Affiché
ID des gages immobiliers:	Non affiché
Tous les titres de droit:	Affiché
Extrait détaillé des autres droits:	Affiché
Extrait détaillé des gages immobiliers:	Affiché



ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG

Registre foncier de la Gruyère RFG
Grundbuchamt des Greizerbezirks GBG

Données « Intercapi » Bien-fonds Vuadens / 12

Cet extrait n'a aucun effet juridiquement valable !

Etat descriptif de l'immeuble

Commune politique	2160.FR216011 Vuadens
Tenue du registre foncier	fédérale
Numéro d'immeuble	12
Forme de registre foncier	fédérale
E-GRID	CH 41943 51076 25
Surface	1'950 m², Mensuration fédérale
Mutation	16.08.1971 011-V 13378 03.09.1991 011-V 21826 14.10.2015 011-2015/5269/0
Numéro(s) plan(s):	1
Part de surface grevée	
Désignation de la situation	Route Principale
Couverture du sol	Jardin d'agrément, 0 m²
Bâtiments/Constructions	Habitation individuelle
	Route Principale 181 Route Principale 183 Route Principale 185 Route Principale 181a
	Garage
Mention de la mensuration officielle	
Observation	
Immeubles dépendants	Aucun(e)

Propriété

Propriété commune

Communauté héréditaire,

Genilloud Hubert Henri, 26.01.1938,

22.10.2014 011-2014/5947/0 Succession

Genilloud Jean Claude, 06.12.1960,

22.10.2014 011-2014/5947/0 Succession

Genilloud Vincent, 11.05.1970,

22.10.2014 011-2014/5947/0 Succession

Mentions (Uniquement mentions publiques selon l'Art. 26 al. 1 c de l'Ordonnance sur le registre foncier)

Aucun(e)

Servitudes

30.11.1928 011-RFF	(CD) Passage à char réciproque sur 6 m2 ID.011-2005/001683 CD B-F Vuadens/11
04.04.1986 011-PJ 921	(C) Usufruit de la 1/2 ID.011-2005/001686 en faveur de Gremaud Yvonne, 10.09.1916

Charges foncières

Aucun(e)

Annotations

(Droit de profiter des cases libres, voir droits de gage immobilier)

Selon le registre foncier

Droits de gage immobilier

Selon le registre foncier

Affaires en suspens

Affaires du géomètre jusqu'au 16.10.2018

Aucun(e)

Affaires du registre foncier jusqu'au 15.10.2018

Aucun(e)

Explications :

1. Rubriques "Mentions", "Servitudes", "Charges foncières", "Annotations", "Droits de gage immobiliers": la colonne de gauche contient la date et la pièce justificative de l'inscription sur l'immeuble (rang); la colonne de droite contient la date et la pièce justificative d'une inscription complémentaire.
2. Rubriques "Mentions", "Servitudes", "Charges foncières", "Annotations": C=charge; D=droit; CD=charge/droit; DI=droit sans contre-écriture ou sans contre-écriture complète au fonds servant.
3. ID = numéro d'identification, R = radiation d'un droit

Cet extrait a été imprimé le 17.10.2018 avec les options suivantes:

Données historiques:	Non affiché
Numéro de radiation:	Non affiché
Structure détaillée de la propriété:	Non affiché
ID des autres droits:	Affiché
ID des gages immobiliers:	Non affiché
Tous les titres de droit:	Affiché



ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG

Registre foncier de la Gruyère RFG
Grundbuchamt des Greyerzbezirks GBGr

Données « Intercapi » Bien-fonds Vuadens / 10

Cet extrait n'a aucun effet juridiquement valable !

Etat descriptif de l'immeuble

Commune politique	2160.FR216011 Vuadens
Tenue du registre foncier	fédérale
Numéro d'immeuble	10
Forme de registre foncier	fédérale
E-GRID	CH 81948 91076 82
Surface	5'474 m ² , Mensuration fédérale
Mutation	11.01.2001 011-2001/122/0 14.10.2015 011-2015/5269/0 25.05.2018 011-2018/2736/0
Numéro(s) plan(s):	1
Part de surface grevée	
Désignation de la situation	Place de l'Ecole Rue des Ecoles
Couverture du sol	Place (revêtue), 0 m ² Jardin d'agrément, 0 m ² Place de jeux et de loisirs, 0 m ² Ilot, 0 m ²
Bâtiments/Constructions	Ecole Bâtiment d'exploitation, (partiel), 0 m ² Place de l'Ecole 25 Rue des Ecoles 26
Mention de la mensuration officielle	
Observation	Immeuble primitif n° 9
Immeubles dépendants	Aucun(e)

Propriété

Propriété individuelle
Commune de Vuadens, Vuadens, 20.07.1955 011-P 26162 Achat

Mentions (Uniquement mentions publiques selon l'Art. 26 al. 1 c de l'Ordonnance sur le registre foncier)
Aucun(e)

Servitudes

30.11.1928 011-RFF	(C) Droit de jours existants au 1er mai 1928 ID.011-2005/001674 en faveur de B-F Vuadens/11	
30.11.1928 011-RFF	(D) Prise d'eau pour les nos 10 et 653 ID.011-2005/001680 à la charge de B-F Vuadens/1445 à la charge de B-F Vuadens/1446	11.03.2016 011-2016/1238/0 11.03.2016 011-2016/1238/0
31.10.1969 011-V 12571	(C) Porte de sortie ID.011-2005/001672 en faveur de B-F Vuadens/8	
07.03.1984 011-PJ 758	(C) Droit de construire une canalisation de câbles souterraine ID.011-2005/001675 en faveur de Swisscom (Schweiz) AG, Ittigen	04.09.2003 011-PJ 3779 25.02.2008 011-2008/987/0
21.07.1998 011-PJ 49915	(C) Buffet de distribution télé-réseau, selon plan spécial ID.011-2005/001676 en faveur de Gruyère Energie S.A., Bulle	
11.01.2001 011-PJ 124	(C) Câbles électriques selon plan spécial ID.011-2005/001677 en faveur de Groupe E SA, Granges-Paccot	01.12.2008 011-2008/5644/0 06.02.2013 011-2013/770/0
18.12.2001 011-PJ 5388	(C) 7 droits de vues droites, selon plans spéciaux ID.011-2005/001673 en faveur de B-F Vuadens/8	
12.12.2016 011-2016/6423/0	(C) Conduite de gaz cessible, selon plan et convention ID.011-2017/000184 en faveur de Groupe E Celsius SA, Fribourg (IDE : CHE-103.961.497)	

Charges foncières

Aucun(e)

Annotations



ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG

Service de la mobilité
Grand-Rue 32, 1701 Fribourg

Service des ponts et chaussées
Section projets routiers
Céans

Service de la mobilité SMO
Amt für Mobilität MobA

Grand-Rue 32, 1701 Fribourg

T +41 26 304 14 33
www.fr.ch/smo

V/Réf : TB
N/Réf : 2018.1011/anp/phb
Affaire traitée par : Anita Pugin
T direct : +41 26 304 14 28
Courriel : anita.pugin@fr.ch

Fribourg, le 22 octobre 2018

Axe : **1000 Châtel-St-Denis - Bulle - Montbovon, PR 1700+123M à 1775+99M**
Objet : **Vuadens, réaménagement du centre du village - Valtraloc**
Phase : **Examen préalable**

Préavis DEFAVORABLE

Conformité du projet avec la planification supérieure

- > Le projet ne considère pas suffisamment le concept Valtraloc du bureau Team+ (2013). Sur cet aspect, le préavis du Bureau Valtraloc est réservé.

Impact du projet sur le réseau

- > Néant

Conformité du degré d'aménagements (types de route réf. VSS SN 640 040b)

- > Le traitement de la Place Centrale est insuffisant. Lieu d'échange multimodal (gare, école, restaurants et autres commerces), cette place du village requiert un aménagement approprié. De manière à offrir davantage d'espace aux piétons, une centralisation du stationnement (petit parking) est à étudier. L'emplacement des arrêts de bus et des traversées piétonnes est à optimiser notamment en lien avec la gare.
- > Le traitement des deux places secondaires (Laiterie et Hôtel de ville) n'est pas satisfaisant. En présence d'une bande centrale longitudinale, de bordures de trottoir biaisées, le risque de débordement des véhicules vers le trottoir est important. Ainsi, la sécurité des piétons et des cyclistes n'est pas assurée.
- > Une sécurisation de la traversée piétonne au Foyer St-Vincent est à étudier.
- > Ce projet doit être l'occasion pour une mise aux normes des accès riverains en ce qui concerne les visibilité au débouché sur la route cantonale.

Typologie des aménagements

- > La rue de la Condémine est une collectrice principale. Compte tenu du trafic sur la route collectrice principale, le trottoir traversant n'est pas souhaitable au niveau de la route cantonale, notamment pour des raisons de sécurité.



Grégoire Cantin
Chef de service



Anita Pugin
Collaboratrice scientifique



ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG

Service de l'environnement SEn
Amt für Umwelt AfU

Impasse de la Colline 4, 1762 Givisiez

T +41 26 305 37 60, F +41 26 305 10 02
www.fr.ch/sen

Requérant	SPC	Dossier N°	18/SEn/697
Auteur des plans	CSD Ingénieurs, Bulle	Coordonnées (X/Y)	
Commune de	Vuadens	Coût (CHF)	
District	Gruyère	Emoluments (CHF)	0.-
Entré le	19.09.2018	Contrôle déchets chantier	0.-
Sorti le	16.10.2018		
Objet	Axe Châtel-St-Denis-Bulle-Montbovon PR 1700+123M À 1775+99M Vuadens, réaménagement du centre du Village - VALTRALOC		

DEMANDE PREALABLE

Préavis SEn : FAVORABLE AVEC CONDITIONS

Evacuation des eaux

Préavis : Favorable avec conditions

Personne de contact : Dominique Wartmann +41 26 305 37 64

Bases légales et autres bases d'appréciation

- > Loi fédérale sur la protection des eaux du 24 janvier 1991 (LEaux)
- > Ordonnance fédérale sur la protection des eaux du 28 octobre 1998 (OEaux)
- > Loi sur les eaux du 18 décembre 2009 (LCEaux)
- > Règlement du 21 juin 2011 sur les eaux (RCEaux)
- > PGEE commune Vuadens
- > Directive VSA « Evacuation des eaux pluviales », Edition 2002, mise à jour 2008
- > Aide à l'exécution cantonale « Evacuation des eaux de chaussées » mai 2013
- > Rapport technique CSD, du 5 septembre 2018

Eléments déterminants

L'objet de la demande est situé à l'intérieur du périmètre des égouts publics (art. 11, LEaux).

Le projet consiste à un réaménagement de la chaussée avec mise en séparatif des réseaux d'évacuation des eaux du centre village.

La classe de pollution des eaux de chaussées est qualifiée d'élevée sur la base du TJM24 2018.

Un traitement des eaux de chaussée est prévu avant raccordement à la canalisation communale des eaux pluviales.

Evaluation

Le projet prévoit des unités de traitement par secteur, type Downstream Defender[®], garantissant la séparation des sédiments et liquides légers.

Le degré d'efficacité du filtre technique n'est pas précisé dans le rapport.

L'admissibilité du déversement des eaux de ruissellement de la chaussée est démontrée en partie.

Pour pouvoir être contrôlé et être conforme aux exigences des bases légales susmentionnées ainsi qu'à l'état actuel de la technique dans le domaine de la protection des eaux, le projet doit satisfaire aux conditions formulées ci-dessous :

Conditions

1. L'admissibilité du déversement des eaux de chaussées dans les eaux superficielles doit être démontrée selon le tableau 3.8 de la directive VSA susmentionnée.
2. La conception du projet et l'exécution des installations d'évacuation des eaux doivent être faites en conformité avec le concept du plan général d'évacuation des eaux (PGEE) communal, la directive VSA « Evacuation des eaux pluviales » (mise à jour 2008) et la norme SIA190 « Canalisations », édition 2000.
3. Les sacs de route ainsi que les caniveaux (acodraîns) prévus pour l'évacuation des eaux de chaussée et des voies de circulation doivent être munis d'un dépotoir à boue avec coude plongeur à l'écoulement de sortie.
4. Le degré d'efficacité du SETEC doit correspondre au minimum au niveau d'exigences « standard ».
5. Une notice explicative sur le choix et le fonctionnement de l'unité de traitement des eaux de chaussées devra accompagner le projet d'examen final.
6. Les plans d'infrastructures, rapports et notes de calcul, documentant le concept général d'évacuation des eaux de chaussée et son dimensionnement, doivent être joints au dossier de la demande de permis de construire.

Remarques

Si ces documents et rapports devaient manquer au dossier d'examen final, nous nous verrions obligés de devoir émettre un préavis défavorable pour la demande.

Voir également les liens internet sur notre page web :

<http://www.fr.ch/sen/fr/pub/eaux/documentation.htm>



Lacs et cours d'eau

Préavis : Favorable

Personne de contact : Eric Sauterel T +41 26 305 37 44

Bases légales et autres bases d'appréciation

- > Loi fédérale du 24 janvier 1991 (LEaux) et Ordonnance fédérale du 28 octobre 1998 sur la protection des eaux (OEaux);
- > Loi fédérale du 21 juin 1991 (LACE) et Ordonnance fédérale du 2 novembre 1994 sur l'aménagement des cours d'eau (OACE);
- > Loi du 18 décembre 2009 (LCEaux) et Règlement du 21 juin 2011 (RCEaux) sur les eaux.

Eléments déterminants

- > Carte des dangers d'inondation pour le canton de Fribourg ;
- > Délimitation de l'espace réservé aux eaux et de la limite de construction pour le ruisseau du Russon à Vuadens.

Evaluation

- > En cas de débordement du Russon, des inondations sont possibles entre le ruisseau et le profil 61 (rive gauche). Les modifications mineures faites à la chaussée dans ce secteur n'auront pas de conséquence sur la zone inondable;
- > Ce projet de réaménagement routier n'est pas concerné par le respect des distances par rapport au ruisseau du Russon ;
- > Nous prenons acte que le rejet des eaux claires dans le Russon, à la hauteur du profil 64, est existant ;
- > Nous pouvons ainsi formuler un préavis favorable sans remarque ni condition.

Sites pollués

Préavis : Favorable avec conditions

Personne de contact : Diego Campisi T +41 26 305 69 94

Bases légales et autres bases d'appréciation

- > Ordonnance du 26 août 1998 sur l'assainissement des sites pollués (Ordonnance sur les sites contaminés, OSites)
- > Loi du 7 septembre 2011 sur les sites pollués (LSites)
- > Rapport technique du bureau CSD Ingénieurs du 5 septembre 2018

Eléments déterminants

Construction adjacent au périmètre d'un site pollué.

Evaluation

Le projet est adjacent à la parcelle 558 RF de la commune de Vuadens. Cette parcelle est concernée pour partie par le site pollué inscrit dans le cadastre des sites pollués sous la référence 2160-1010 (sans nécessité d'investigation).

Ce projet doit donc répondre aux conditions de l'art.3 de l'OSites et est soumis à une autorisation de réalisation selon la LSites.

Au vu du rapport technique du bureau CSD Ingénieurs, nous pouvons considérer que le projet répond, en l'état, aux conditions de l'art.3 de l'OSites.

Condition

1. Le présent projet est soumis à autorisation au sens de l'art. 5 al. 2 LSites. L'autorisation sera délivrée à l'issue de l'examen définitif de la demande.

Gestion des matériaux d'excavation

Préavis : Favorable avec conditions

Personne de contact : Diego Campisi T +41 26 30569 94

Bases légales et autres bases d'appréciation

- > Ordonnance du 4 décembre 2015 sur la limitation et l'élimination des déchets (OLED)
- > Ordonnance fédérale du 22 juin 2005 sur le mouvement des déchets (OMoD)
- > Directive pour la valorisation, le traitement et le stockage des matériaux d'excavation et déblais, Office fédéral de l'environnement, OFEV 1999
- > Norme SIA 430 sur la gestion des déchets de chantier, 1993

Elément déterminant

Matériaux d'excavation potentiellement pollués.



Evaluation

Les travaux prévus impliquent une excavation de minime importance à proximité du site pollué n°2160-1010 (sans nécessité d'investigation). Par conséquent, une attention particulière devra être portée aux matériaux d'excavation dans le périmètre à risque.

Conditions

1. Le requérant portera une attention particulière aux matériaux d'excavation issus du site pollué. Un contrôle (visuel et olfactif) de ces matériaux devra être effectué.
2. En cas de suspicion de pollution des matériaux d'excavation (odeur ou couleur suspecte, ou présence de déchets), le requérant doit avertir notre service immédiatement pour définir la marche à suivre.

Remarques

Nous réservons expressément toutes mesures complémentaires au cas où des éléments nouveaux étaient portés à notre connaissance.

Protection contre le bruit

Préavis : Favorable avec conditions

Personne de contact : Jean-Noël Hejda T +41 26 305 64 93

Bases légales et autres bases d'appréciation

- > Loi fédérale du 7 octobre 1983 sur la Protection de l'Environnement (LPE) ;
- > Ordonnance fédérale du 15 décembre 1986 sur la Protection contre le Bruit (OPB) ;
- > Ordonnance du 17 mars 2009 d'exécution de l'ordonnance fédérale sur la protection contre le bruit (OEOPB).

Eléments déterminants

Le rapport technique indique : « Dans le cadre de l'assainissement du bruit routier, la couche de roulement sera constituée d'un revêtement phono-absorbant épaisseur 40 mm avec performance acoustique de -3db à 15 ans. Ce type de revêtement sera utilisé sur la totalité du projet ».

Cela signifie que ce projet Valtraloc concerne une route cantonale devant être assainie au bruit.

Evaluation

Vu ce qui précède, conformément à l'art. 11 OEOPB, ce dossier devra être accompagné d'un projet d'assainissement du bruit lorsqu'il sera mis à l'enquête. D'après les informations reçues du SPC, l'examen préalable du projet d'assainissement sera mis en consultation prochainement.

Notre préavis est donc favorable aux conditions indiquées ci-dessous. Nous insistons sur le fait que si ces conditions ne sont pas remplies lors de l'examen final de ce dossier, notre préavis sera défavorable.

Conditions

1. Le projet Valtraloc qui sera mis à l'enquête devra être accompagné d'un projet d'assainissement du bruit.
2. Il devra être démontré que le projet Valtraloc est conforme à la législation en matière de protection contre le bruit, notamment aux art. 8 al. 2 et art. 13 OPB, ainsi que l'art. 11 OEOPB.

Risques chimiques et techniques

Préavis : Favorable avec conditions

Personne de contact : Gilles Guignard T +41 26 305 64 96

Bases légales et autres bases d'appréciation

- > Loi sur la protection de l'environnement (LPE) du 07 octobre 1983, art. 10
- > Ordonnance sur les accidents majeurs (OPAM) du 27 février 1991
- > Evaluation des risques d'accidents majeurs pour le réseau routier cantonal, Etude préliminaire, CSD/SPC, 21.11.2013

Eléments déterminants

La H12 (axe 1000) est assujettie à l'OPAM. Le TJM y est de 11'000 mouvements (selon TJM 2018).

L'étude préliminaire établie par CSD pour le compte du SPC indique qu'une investigation plus poussée doit être réalisée pour les tronçons de la traversée de Vuadens.

Le SEn a réalisé une évaluation sommaire de la situation et confirme la conclusion du bureau CSD.

Evaluation

Le screening est en général suffisant pour les routes existantes. Le rapport succinct ne peut être réalisé que dans le cadre d'un projet d'entretien débordant le cadre des travaux de maintenance habituels. Le projet de traversée de Vuadens entre dans cette catégorie. L'étude préliminaire et l'évaluation sommaire du SEn abondent dans le sens de la réalisation d'un rapport succinct.

Condition

1. Un rapport succinct selon l'OPAM doit être réalisé et transmis à notre service au plus tard en même temps que la demande d'examen final.

Remarques

Nous restons à disposition pour tous compléments d'information en ce qui concerne les modalités pour la réalisation du rapport succinct.

Le rapport succinct devra donner les informations suivantes :

- > Informations sur les segments et son voisinage ;
- > Indications relatives au trafic ;
- > Mesures de sécurité ;
- > Représentation des risques.

Des indications supplémentaires sur le contenu sont disponibles dans le Manuel OPAM¹ ainsi que dans la documentation pour la mise en œuvre de l'OPAM pour les routes nationales². De plus, le rendu doit également se faire sous forme de géodonnées répondant aux identificateurs 112.2 et 113.2 relevant du droit de l'environnement³.

La segmentation devra être référencée à l'aide de points d'échantillonnage en sous-éléments. Chaque point doit être rattaché aux classes décrites selon les géodonnées de base pour le cadastre des risques⁴:

- > Datenpunkt (point d'échantillonnage) ;
- > Verkehrsaufkommen (volume du trafic) ;
- > Vollzug (application) ;
- > Ergebnis (résultat).

¹ OFEV (éd.) 2018 : *Manuel de l'ordonnance sur les accidents majeurs (OPAM). Partie générale*. Office fédéral de l'environnement, Berne. L'environnement pratique n° 1807

² ASTRA. 2015. *Mise en œuvre de l'ordonnance sur les accidents majeurs sur les routes nationales. Modèle de rapport succinct selon l'OPAM*. ASTRA 89006

³ Office fédéral de l'environnement OFEV. 2017. *Cadastre des risques selon l'ordonnance sur les accidents majeurs (OPAM). Partie Routes. Identificateur 112.2, 113.2. Géodonnées de base relevant du droit de l'environnement. Document sur le modèle. Version 1.1*

⁴ Ibid.

Les shapefiles et les tables attributaires devront être remises au SEn en même temps que le rapport succinct.

B. Gellatly

Responsable administrative du SEn pour le traitement de la demande

Circulation du dossier au SEn

Section	Protection des eaux SLCE	Déchets et sites pollués	Protection de l'air	Bruit et rayonnement non ionisant	Laboratoire et substances	EIE, sol et sécurité des installations	Tri des dossiers
Consultation	DW ES	DCA		JNH		BGL / GG	EC
Sans remarques						BGL	

Situation générale

Secteur de protection des eaux : Au

Site pollué touché : oui 2160-1010

Objet OPAM situé à proximité : oui



ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG

Service des constructions et de l'aménagement SeCA
Bau- und Raumplanungsamt BRPA

Rue des Chanoines 17, 1701 Fribourg

T +41 26 305 36 13, F +41 26 305 36 16
www.fr.ch/seca

Réf: CR/ah
Courriel: carole.rotzetter@fr.ch

Requérant	Commune	Dossier N°	SPC
Auteur des plans	--	Coordonnées (X/Y)	--
Commune de	Vuadens	Article N°	--
District	Gruyère	Coût (CHF)	---
		Emoluments (CHF)	150.--
Objet	Axe 1000 Châtel-Saint-Denis – Bulle – Montbovon / Réaménagement du centre du village – VALTRALOC		

Fribourg, le 21 septembre 2018

Préavis favorable

Carole Rotzetter
Architecte



ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG

Service des constructions et de l'aménagement
Rue des Chanoines 17, 1701 Fribourg

Service des Ponts et Chaussée SPC
Section projets routiers
Thierry Berset
Chef de projet

Commission d'accessibilité
Kommission für behindertengerechtes Bauen

pa. Service des constructions et de l'aménagement SeCA
Bau- und Raumplanungsamt BRPA

Rue des Chanoines 17, 1701 Fribourg

T +41 26 305 36 34, F +41 26 305 36 16
www.fr.ch/seca

Réf: CF
T direct: +41 26 305 47 26
Courriel: christophe.fasel@fr.ch

Fribourg, 24 septembre 2018

Examen préalable : Réaménagement du centre du village - VALTRALOC
Axe : 1000 Châtel-St-Denis - Bulle - Montbovon, PR1700+123M
à 1775+99M
Commune : Vuadens

DEFAVORABLE

Le projet a été examiné sous l'angle de l'ordonnance du 12 novembre 2003 sur les aménagements visant à assurer l'accès des personnes handicapées aux transports publics (OTHand) et de l'ordonnance du 23 mars 2016 du Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication (DETEC) concernant les exigences techniques sur les aménagements visant à assurer l'accès des personnes handicapées aux transports publics (OETHand), ainsi qu'au regard de la norme SN 640 075, Trafic des piétons : Espace de circulation sans obstacles et des directives pour les voies piétonnes adaptées aux handicapés – chemins, rues, places, du Centre suisse pour la construction adaptée et de la fiche technique « Arrêts de bus » pour personnes handicapées et transports publics (HTP) version septembre 2011.

A titre liminaire, la Commission d'Accessibilité rappelle qu'en application de l'article 3 OTHand, les personnes handicapées en mesure d'utiliser l'espace public de manière autonome doivent aussi pouvoir utiliser les prestations des transports publics de manière autonome (al. 1). Si l'autonomie ne peut être assurée par des mesures techniques, les entreprises de transports publics fournissent l'aide nécessaire par l'intermédiaire de leur personnel (al. 2).

Après examen du dossier, nous constatons que les éléments suivants ne sont pas conformes aux règles prévues par les ordonnances et la norme précitées:

- la hauteur des quais de chargement de l'arrêt de bus n'est pas conforme à la norme SN 640 075 (art. 15.3)
- il n'y a pas de place de parcage pour les personnes à mobilité réduite sur le parking de la place de l'école.



Partant, la Commission d'accessibilité émet un **préavis défavorable** à l'égard de la présente demande.

Pour répondre aux exigences fixées par les ordonnances et la norme précitées, il conviendra, notamment :

- de réaliser les quais de chargement avec une hauteur de 22 cm
- de réaliser les quais de chargement avec une bordure d'accostage type « Kasseler Sonderbord »
- aménager une place de parage adaptée sur la place de l'école, avec une largeur de 350 et une pente et/ou un dévers maximal de 2%
- de réaliser les liaisons dans l'axe du passage protégé avec une bordure droite de 3 cm ou une bordure biaise de 4 cm pour permettre l'accès des personnes à mobilité réduite et aux personnes malvoyantes de détecter le bord de la chaussée
- de réaliser le marquage des zones d'éveil 70 cm après la ligne d'arrêt.

Nous vous remercions d'avoir consulté la Commission d'accessibilité pour cet objet.

Christophe Fasel
Collaborateur de la Commission



ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG

Direction de l'aménagement, de l'environnement et des constructions
Rue des Chanoines 17, 1701 Fribourg

Service des ponts et chaussées
Monsieur Thierry Berset
Céans

Direction de l'aménagement, de l'environnement et
des constructions DAEC
Raumplanungs-, Umwelt- und Baudirektion RUBD

Rue des Chanoines 17, 1701 Fribourg

T +41 26 305 36 04, F +41 26 305 36 09
www.fr.ch/daec

Réf : CMF
T direct : +41 26 305 36 46
Courriel : corinne.margalhan-ferrat@fr.ch

Fribourg, le 1er octobre 2018

Préavis/ Examen préalable du projet de réaménagement du centre de village à Vuadens

Monsieur,

Après examen du dossier, nous sommes en mesure de vous indiquer que le projet de réaménagement du centre de village, depuis le pont sur le Russon au passage à niveau de la ligne TPF, sur la commune de Vuadens, est en lien avec la mesure M 11 du projet d'agglomération de première génération (PA1) de Mobul. Cette mesure bénéficie, en tant que mesure individuelle, d'un soutien financier de la Confédération de 35%.

Selon l'Accord sur les prestations du 23 mai 2011 signé par le DETEC, l'Etat de Fribourg et Mobul, le coût de cette mesure (code ARE 2125.021) a été estimé en octobre 2005, à CHF 2'140'000. La Confédération s'est engagée à verser pour la réalisation de cette mesure une contribution maximale de CHF 750'000, coût octobre 2005, hors TVA et hors renchérissement.

Le montant de la subvention fédérale de CHF 750'000 (coût octobre 2005, hors TVA et hors renchérissement) est à répartir entre l'Etat de Fribourg et Mobul. Une première répartition a été proposée dans la convention du 3 mai 2011 relative au PA1 et aux implications financières des différentes parties.

Au terme de cette convention, ce n'est pas l'intégralité du soutien financier fédéral qui est affecté à la réalisation de la mesure. Les parties ont en effet admis, que 27,30% et non les 35% promis par la Confédération, serviraient au financement direct de la mesure, le pourcentage restant devant permettre aux communes de Mobul de réaliser des mesures ne bénéficiant pas d'un soutien fédéral. Toujours selon cette convention, l'Etat a décidé de prendre à sa charge, sur la base du montant initial admis par Mobul de CHF 2'500'000, CHF 1'600'000 du coût de la mesure, le solde étant à la charge de Mobul.

Il y aura lieu de confirmer dans le cadre du développement concret du projet la répartition des coûts de la mesure et celle du subventionnement fédéral.

Nous rappelons la règle établie par l'OFROU, selon laquelle les travaux de la mesure M 11 ne peuvent démarrer avant la signature de la convention de financement correspondante, sous peine de perte du bénéfice de la subvention fédérale. Nous relevons également qu'il pourrait y avoir un intérêt pour l'Etat et la commune à coordonner, sur le territoire communal, la réalisation de cette



mesure avec les autres mesures du PA1 subventionnées par la Confédération, comme par exemple les nouveaux aménagements pour le réseau de bus de Mobul (mesure M16 du PA1, code ARE 2125.235) ou encore les cheminements de mobilité douce (mesure M19 du PA1, code ARE 2125.058).

En restant à votre disposition pour tout renseignement complémentaire, nous vous adressons, Monsieur, nos salutations les meilleures.

Corinne Margalhan-Ferrat
Coordinatrice des agglomérations

Annexe : Fiche de mesure M 11 du PA1 de Mobul



Mesure M11 – Réaménagement de la traversée de Vuadens

Commune(s) : Vuadens

Localisation : route cantonale en traversée de Vuadens
(voir plan ci-contre)

Appartient au paquet de mesures :

P2 - Mesures "Valtraloc" (sécurisation et valorisation des traversées de localité)

Illustration :



Description

Le projet consiste à la création de portes d'entrée dans la localité, à une réduction de l'espace de circulation au profit des modes doux ainsi qu'au réaménagement de la Place du Village. Il tient également compte du nouveau tracé de la ligne urbaine de transports publics.

Etat actuel

La traversée de Vuadens est empruntée par un trafic important (9'000 véhicules par jour). Le caractère très routier de cette voie et les vitesses pratiquées élevées la rendent très accidentogène. En particulier, les cheminements piétons y sont très problématiques.

Objectifs

Redonner un aménagement de qualité à ce secteur en assurant l'attractivité et la sécurité des modes doux ainsi qu'un cheminement efficace des TP.

Etat final

Une traversée de village modérée et multimodale. Des vitesses de circulation et des nuisances fortement diminuées. Un aménagement reliant les deux côtés de la rue et une place de village accueillante.

Instances concernées

Instance responsable

Mobul

Maître(s) d'œuvre

Vuadens et Canton de Fribourg

Instance(s) concernée(s)

Canton de Fribourg

Coûts d'investissement : Fr. 2'500'000.-

Priorité

☐ Réalisé avant 2011

☒ Priorité A

☐ Priorité B

☐ Priorité C

Etat de la planification : Etude d'opportunité en cours

Echéancier de réalisation :

- Etude d'opportunité : en cours
- Avant-projet : 2008-2009
- Projet : 2009-2010
- Mise à l'enquête et procédure : 2011-2012
- Exécution des travaux : 2013-2014



ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG

Service archéologique de l'Etat de Fribourg SAEF
Amt für Archäologie des Kantons Freiburg AAFR

Planche-Supérieure 13, 1700 Fribourg

T +41 26 305 82 00, F +41 26 305 82 01
saef_at@fr.ch, www.fr.ch/sac

Service des ponts et chaussées
A l'att. de M. Thierry Berset
Rue des Chanoines 17
1700 Fribourg

Réf: es, reçu 19.09.2018, traité 19.09.2018
T direct: +41 26 305 82 33
Courriel: saef_at@fr.ch


N° SAEF: 2018-0630
Emoluments: aucun

Fribourg, le 21 septembre 2018

**AXE 1000 CHÂTEL-ST-DENIS - BULLE - MONTBOVON, PR 1700+123M À 1775+99M;
VUADENS, RÉAMÉNAGEMENT DU CENTRE DU VILLAGE - VALTRALOC, MISE EN
CONSULTATION
PRÉAVIS: FAVORABLE AVEC RÉSERVES**

Les travaux projetés touchent au moins un périmètre archéologique:
VUADENS / Le Margy: tombes mises au jour dans les années 1970 (localisation précise et datation
inconnues).

Le Service archéologique de l'Etat de Fribourg (SAEF) envisage par conséquent un suivi des excavations.
**Il incombe au requérant de veiller à ce que le SAEF soit averti au moins 3 jours ouvrables avant le
début des travaux afin qu'il puisse en suivre le déroulement.**
En cas de découverte, il sera accordé au SAEF le temps nécessaire à la réalisation d'une fouille de
sauvetage. Si des vestiges exceptionnels sont mis au jour, le SAEF se réserve la possibilité d'en demander la
conservation.


Reto Blumer
Archéologue cantonal ad interim

Annexe

Dossier en retour

Principales bases légales

Art. 34, 35, 37-43 de la Loi du 7 novembre 1991 sur la protection des biens culturels (LPBC)
Art. 34 et 35 du Règlement du 17 août 1993 d'exécution de la loi sur la protection des biens culturels (RELPBC)
Art. 138 de la loi du 2 décembre 2008 sur l'aménagement du territoire et les constructions (LATeC)
Règlement communal d'urbanisme (RCU)

Direction de l'instruction publique, de la culture et du sport **DICS**
Direktion für Erziehung, Kultur und Sport **EKSD**



Transports publics fribourgeois
Holding (TPF) SA
Rue Louis-d'Affry 2
Case postale 1536
1701 Fribourg

+41 26 351 02 00
tpf@tpf.ch
www.tpf.ch

TPF, CP 1536, 1701 Fribourg

Courrier A

Service des ponts et chaussées SPC
Rue des Chanoines 17
1701 Fribourg

Fribourg, le 17 octobre 2018

Réf : 11000_Prise de position SPC_20181017_LET_CHALIS

Objet: Axe 1000 – Vuadens – Réaménagement du centre du village - VALTRALOC

Préavis favorable avec conditions

Madame, Monsieur,

Nous nous référons au dossier se rapportant à l'objet susmentionné, lequel a retenu toute notre attention. Agissant pour le compte des sociétés du groupe TPF, nous vous informons que nous donnons notre accord à la réalisation du projet de construction susmentionné, sous réserve du respect de l'exigence suivante :

- Dès que l'arrêt Vuadens gare sera déplacé sur la chaussée, l'arrêt dans le secteur « Bois-du-Pâquier » devra être opérationnel pour le terminus de la ligne Mobul.

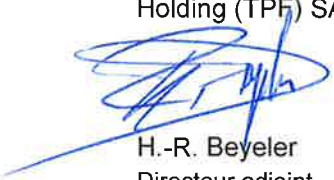
De plus, veuillez prendre en compte les remarques suivantes :

- Pour la bordure des arrêts nous recommandons le type Kasseler Sonderbord d'une hauteur de 16 cm. C'est la bordure la plus adaptée et elle permet un alignement proche du bus en limitant les impacts sur les pneus.
- En outre, nous informons la commune que les TPF peuvent proposer des abribus à un prix attractif.

Monsieur Hans-Rudolf Beyeler (026/351.03.36; hans-rudolf.beyeler@tpf.ch) reste à votre disposition pour tout complément d'information.

Nous vous adressons, Madame, Monsieur, nos meilleures salutations.

Transports publics fribourgeois
Holding (TPF) SA



H.-R. Beyeler
Directeur adjoint
TPF TRAFIC



O. Jolissaint
Chef Service juridique et
assurance